

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 03/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur 

HENRY RECYCLAGE SARL

91bis, Rue de la Paix
76410 Saint-Aubin-Lès-Elbeuf

Références : UDRD-2025-04-T-191
Code AIOT : 0005804318

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement HENRY RECYCLAGE SARL implanté Rue Joliot-Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite d'inspection du 5 mars 2024 sur le site situé **rue Joliot Curie** à Saint-Aubin-les-Elbeuf, la société HENRY RECYCLAGE a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 24 avril 2024 **au plus tard sous un délai de 3 mois** de réaliser une mesure des émissions atmosphériques de poussières et de COVT (composés organiques volatils totaux) en période d'exploitation du site (de 7 h à 18 h).

L'inspection s'est donc attachée le jour de la visite à vérifier les prescriptions annexées à l'arrêté de mise en demeure susvisé, ainsi que les demandes formulées non soldées lors des précédentes visites et notamment les campagnes de recherche des substances PFAS dans les rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HENRY RECYCLAGE SARL
- Rue Joliot-Curie 76410 Saint-Aubin-lès-Elbeuf

- Code AIOT : 0005804318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 31 mai 2016 pour la récupération et le traitement des pneumatiques et caoutchoucs techniques en vue de leur valorisation (rubrique n°2791-1). Le site est visé par les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Le site relève aussi de la directive dite IED au titre de la rubrique n°3532 de la nomenclature. Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles s'appliquent ainsi aux installations.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mesures des émissions atmosphériques	AP de Mise en Demeure du 24/04/2024, article 1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
4	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 1.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
6	Gestion des eaux pluviales souillées	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 4.3.11	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 7.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
				Demande d'action corrective	
8	Document d'intervention spécifique et interne aux sapeurs pompiers	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 7.6.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
10	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 2.3.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que l'exploitant n'a pas réalisé de mesure des émissions atmosphériques de poussières et de COVT (composés organiques volatils totaux).

Toutefois, après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 13 mars 2025, un bon de commande signé pour la réalisation d'une mesure de poussières du site. Aussi, à ce stade, l'inspection ne propose pas de suite dans l'attente de la confirmation **sous un délai de 15 jours** de la date de l'intervention. Le rapport de mesures sera ensuite transmis à l'inspection dès réception, accompagné le cas échéant des mesures correctives mises en place ou envisagées en cas de dépassement.

De plus, l'inspection a mis également en évidence 3 non-conformités réglementaires :

- caméras de surveillance hors service ;
- absence de transmission de document au SDIS76 ;
- absence de campagne de mesures dans les rejets dans l'eau des 20 substances PFAS

obligatoires (analyse de seulement 2 paramètres PFOA et PFOS) conformément à l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Aussi, l'inspection propose à M. le préfet de mettre en demeure la société Henry Recyclage de remédier à ces non-conformités dans les délais indiqués à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure :

- **Sous un délai d'un mois** : en transmettant les plans du site au SDIS76 ;
- **Sous un délai de 3 mois** : en réparant les caméras de surveillance ;
- **Sous un délai de 4 mois** : en réalisant les 3 campagnes de mesures sur chacune de substances PFAS mentionnées au 2° de l'article 3 l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé et transmettant les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique sur la plateforme GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.

Enfin, il est également attendu de la part de l'exploitant, une attention particulière sur le suivi de l'exploitation des installations : levée des observations du contrôle des installations électriques, réparation de l'abri de l'armoire électrique des broyeurs, affichage sur le site du plan de circulation et la mise en place d'une signalisation adaptée pour laisser libre en permanence les voies de passage et les distances d'éloignement avec la limite de propriété, accès à l'application GIDAF pour télédéclarer les résultats de la campagne de mesures sur les substances PFAS.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des poussières et COVT
Prescription contrôlée : La société HENRY RECYCLAGE (SIRET n°45087111600023), dont le siège social est situé 91 bis rue de la Paix à SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF, est mise en demeure de respecter, au plus tard sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions du point III de l'annexe 3.2 « valeur limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets » de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 pour son établissement situé rue Joliot Curie à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, en réalisant une mesure des émissions de poussières et de COVT (composés organiques volatils totaux) en période d'exploitation du site (de 7 h à 18 h). Le rapport sera transmis à l'inspection, accompagné le cas échéant de mesures correctives en cas de dépassement.
Constats : L'inspection constate l'absence de mesures des émissions atmosphériques de poussières et de COVT (composés organiques volatils totaux). L'exploitant indique avoir un devis pour une mesure des poussières uniquement, car le bureau d'étude précise ne pas pouvoir réaliser de mesure des COVT en l'absence de rejets canalisés (pas de chaudière ou autre) pour effectuer des analyses.

L'exploitant confirme que ses équipements (broyeur...) sont tous alimentés par de l'électricité. L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 permet en annexe III d'écarter cette mesure COVT si celle-ci n'est pas pertinente pour le flux d'effluents gazeux. Ce point n'appelle pas d'observations.

Après la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection par courriel du 13 mars 2025 un bon de commande signé pour la réalisation de mesure des poussières sur le site.

Demande n°1 : L'exploitant doit **au plus tard sous un délai de 15 jours** transmettre à l'inspection la date de l'intervention. Le rapport de mesure des poussières sera transmis à l'inspection dès réception, accompagné le cas échéant des actions correctives mises en place ou à mettre en place en cas de dépassement à la valeur limite d'émission de poussières.

Relevé de décision : Au vu des éléments et constats précédents, l'inspection ne propose pas de suite considérant que l'exploitant a engagé les mesures pour répondre au point de la prescription de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 avril 2024. La levée de ladite mise en demeure ne pourra être proposée à monsieur le Préfet qu'à réception du rapport de mesure des poussières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/05/2024

Prescription contrôlée :

A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.

Constats :

L'inspection constate que les vérifications des installations électriques ont été réalisés le 8 janvier 2025 sur l'ensemble de l'établissement dont le rapport relève 3 observations. Toutefois, le rapport Q18 associé conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant a également réalisé une thermographie par infrarouge (Q19) le 24 janvier 2025 dont le rapport ne relève aucune anomalie et observation.

Demande n°2 : l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** transmettre à l'inspection un justificatif de la levée des 3 observations relevées dans le rapport de contrôle des installations électrique du 8 janvier 2025.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Etat général visuel des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence d'une bâche sur l'armoire électrique du poste de broyage afin de rendre étanche l'abri endommagé, a priori par un pneu. L'inspection n'a pas pu faire ouvrir les armoires afin de s'assurer de l'absence de poussières. Toutefois, les rapports de vérification des installations électriques et de thermographie par infrarouge de janvier 2025 ne mentionnent pas la présence de poussières et concluent que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie et/ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter son registre de maintenance préventive afin de s'assurer des dates d'intervention de nettoyage des armoires.</p> <p>Demande n° 3 : l'exploitant doit <u>au plus tard sous un délai d'un mois</u> réparer l'abri de l'armoire électrique au niveau du broyeur et transmettre son registre de maintenance préventive (notamment des interventions de nettoyage) depuis le début de l'année 2025.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Distance de sécurité entre les dépôts

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 18/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/01/2025

Prescription contrôlée :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante:

-une zone de tri et broyage-n°1 sur le plan annexé aux présentes prescriptions :

Cette zone non-couverte sur une surface étanche d'une superficie d'environ 2500m² accueille les unités de tri des pneumatiques ainsi que les broyeurs, elle est éloignée des autres zones de stockage, par une distance d'environ 15 mètres. Le système est composé de deux broyeurs à la suite l'un de l'autre, le deuxième effectuant une deuxième opération de broyage sur les broyats sortants du premier.

-une zone de stockage fluvial-n°2 sur le plan annexé aux présentes prescriptions:

Cette zone non-couverte sur surface étanche a pour vocation le regroupement en bordure du quai des volumes de broyats nécessaire au chargement de bateaux. D'une superficie d'environ 800m², elle peut accueillir une capacité maximale de 400 tonnes de broyats issus de pneumatiques usagés avec une hauteur maximale de 4 mètres.

-un bâtiment-n°3 sur le plan annexé aux présentes prescriptions :

Ce bâtiment accueille les bureaux et le stockage et la préparation des pneumatiques réutilisables entiers ou rechapables (en vue de leur expédition vers des sites de valorisation). Le bâtiment a une superficie d'environ 750 m². Le stockage de pneumatiques au sein de ce bâtiment ne doit pas dépasser les 400m³.

-une zone non-couverte sur une surface étanche de stockage des pneumatiques non réutilisables (entiers ou broyés), et des pneumatiques usagés de poids lourds, génie civil, agraire-n°4 sur le plan annexé aux présentes prescriptions :

Cette zone présente une superficie maximale de 1600 m² et un volume maximal de 6400 m³. Elle est composée de 8 alvéoles:

- d'une capacité maximale individuelle de 800 m³ avec une base de superficie égale à 200m² ;
- fermée sur 3 cotés par des parois en béton REI Coupe-Feu 2 heures d'une hauteur de 4 mètres;
- isolées des autres zones de stockage et bâtiments par une distance minimale de 10 mètres;
- la hauteur de stockage maximale autorisée au sein des alvéoles est de 4 mètres.

Constats :

L'inspection constate que des efforts sont faits pour respecter la distance minimale de 10 mètres avec la limite de propriété. L'exploitant présente le plan de circulation du site qui précise les sens et voies de passage à laisser libres.

Toutefois, il reste une zone (de l'extension, coté Seine) qui ne permet pas le passage des engins de secours en cas d'incendie.

De plus, les voies de passage comme la bande d'éloignement de 10 mètres avec la limite de propriété doit rester libre et exempte de tout objet notamment de morceaux de broyats de pneumatiques pour prévenir toute propagation d'un incendie.

Demande n° 4: l'exploitant doit **au plus tard sous un délai d'un mois** mettre en place une signalisation horizontale et/ou verticale (par exemple du marquage au sol) afin de visualiser les

voies de passage et les distances avec la limite de propriété à conserver comme sur son plan de circulation permettant ainsi aux engins de secours de circuler dans tout le site et d'intervenir en toute sécurité en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté des abords des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/05/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets ou des broyats de pneumatique. Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.</p>
Constats : <p>L'inspection ne constate plus de présence de déchets divers (de câble, de pompe, de métaux..) aux abords du site, et notamment à proximité des broyeurs en comparaison à la dernière visite. Toutefois, l'inspection constate la présence de morceaux de broyats de pneumatiques dans la zone d'éloignement de 10 mètres avec la limite de propriété (cf demande n°4).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des eaux pluviales souillées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 06/04/2024
Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites des métaux en concentration définies suivant l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

Référence du rejet vers le milieu récepteur: N° 1(Cf. Caractéristique du rejet au paragraphe 4.3.5):

MES 60 mg/l ;

DCO (sur effluent non décantée) 180 mg/l ;

DBO5 (sur effluent non décanté) 60 mg/l ;

Cadmium et ses composés 0,15 mg ;

Cyanure 0,1 mg/l ;

Chrome hexavalent et ses composés 0,1 mg/l ;

Plomb et ses composés 0,5 mg/l Cuivre et ses composés 0,5 mg/l ;

Chrome et ses composés 0,5 mg/L Nickel et ses composés 0,5 mg/l ;

Zinc et ses composés 2 mg/l ;

Fer, aluminium et composés 5 mg/l ;

Hydrocarbures totaux 1mg/l.

La superficie des toitures, aires de stockage,voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est d'environ 13000 m².

Des mesures de l'ensemble des paramètres visés aux articles 4.3.7 et 4.3.11 sont effectuées dans le mois suivant la mise en place des dispositifs de collecte des eaux pluviales conformément aux dispositions de l'article 4.3.2.2. du présent arrêté. Les résultats de ces mesures sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception. Si aucun dépassement n'est constaté au cours de la première mesure sur l'ensemble des paramètres visés, la fréquence de mesure sera tous les 3 ans sinon elle restera annuelle. Elle redevient annuelle si un dépassement est constaté.

Constats précédents

L'exploitant déclare avoir procédé à un prélèvement de ses rejets la semaine passée et être en attente des résultats. Après consultation de la dernière analyse en date du 24 février 2022, l'inspection ne relève pas de dépassement aux valeurs limites.

Toutefois, les paramètres PFOA et PFOS n'ont pas été mesurés, mais ils sont bien prévus dans le champ analytique des échantillons prélevés de la semaine passée selon les dires de l'exploitant. Concernant spécifiquement ces paramètres, une surveillance doit être opérée chaque mois sur 3 mois successifs en application de l'arrêté ministériel du 20/06/2023.

Il est précisé que les rejets aqueux s'effectuent par bâchée et non en continu, le dispositif déshuileur étant en mode fermé.

Demande n° 5: l'exploitant doit transmettre dès réception à l'inspection dès réception les résultats d'analyses sur ses rejets aqueux accompagnés le cas échéant des mesures correctives mises en place en cas de dépassement aux valeurs limites d'émission. Il veillera à poursuivre la surveillance des PFAS et PFOS dans les rejets aqueux selon les modalités de l'arrêté ministériel du 20/6/2023 et à transmettre les résultats qui devront aussi être téléversés par l'exploitant sur la plateforme GIDAF.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant a bien procédé à la recherche des substances PFOA et PFOS qui n'ont pas été détectées dans l'analyse du 3 février 2025.

Par contre, l'exploitant a confondu la recherche des PFOA et PFOS demandée dans l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (dit directive IED) et les campagnes de recherches des substances PFAS selon les modalités de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (cf point de contrôle n°9).

L'exploitant déclare avoir procédé à un prélèvement de ses rejets la semaine passée (mars 2025) et

être en attente des résultats. Après consultation de la dernière analyse en date du 13 mars 2024, l'inspection ne relève pas de dépassement aux valeurs limites sur les paramètres suivants :MES,DCO,DBO5,Cadmium et ses composés,Cyanure,Chrome hexavalent et ses composés,Plomb et ses composés, Cuivre et ses composés,Chrome et ses composés, Nickel et ses composés,Zinc et ses composés,Fer, aluminium et composés,Hydrocarbures totaux.

Demande n° 5 : l'exploitant doit transmettre **au plus tard sous un délai d'un mois** à l'inspection les résultats de l'analyse des rejets aqueux de mars 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens mis en place

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 05/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 05/05/2024

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;-de caméra de surveillance permettant de repérer un début d'incendie.
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local,comme prévu à l'article7.1.1;
- d'une borne incendie située à une vingtaine de mètre de l'installation;
- Les 2 hydrants sont conformes à l'normeNFS61.211ou61.213 et être piqués directement sur une canalisation assurant un débit minimum de1000L/min sous une pression dynamique de1 bar(NFS62.200)
- de matériel de protection adapté ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques,à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. Des extincteurs devront être à proximité immédiate des broyeurs et de la zone.
- Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
- Les appareils sont distants entre eux de 150mètres maximum{les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).
- Une pompe complémentaire avec une aire d'aspiration sur le port Angot pour compléter la borne préalablement citée. À défaut, l'apport extérieur proviendra d'une autre borne à incendie située

au croisement de la rue Joliot-Curie et du chemin de Port Angot.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les caméras ne sont toujours pas en service, seules les caméras au niveau du pont bascule fonctionnent. L'exploitant explique rencontrer un problème technique, son système de caméra semble obsolète (incompatibilité entre boîtier analogique et numérique). Il s'engage à faire un devis pour leur remise en état.</p> <p>De même l'inspection constate que le plan de circulation affiché n'est toujours pas mis à jour sur le site alors que l'exploitant possède un plan informatique (comprenant l'extension du site) qui semble correspondre à la demande.</p> <p>Écart réglementaire n°1 : le fait de ne pas remettre en service les caméras de surveillance du site ne permet pas de repérer un début d'incendie, risque principal dans les installations entreposant des matières combustibles (broyats de pneumatiques et pneumatiques.).</p> <p>L'inspection propose de mettre en demeure la société Henry Recyclage de respecter les prescriptions de l'article 76.3 de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2016 au plus tard sous un délai de 3 mois en remettant en service les caméras de surveillance du site afin de prévenir le risque incendie.</p> <p>Demande n° 6 : l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois transmettre à l'inspection le plan de circulation et l'afficher sur son site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Document d'intervention spécifique et interne aux sapeurs pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2016, article 76.5
Thème(s) : Risques accidentels, Document mis à jour
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/05/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet dans les trois mois à compter de la notification du présent arrêté au service gestion des risques du Service Départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sous format informatique (A3 ou A4) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le plan de masse. 2. Le plan de situation 3. Les plans des niveaux 4. Les fiches des matières dangereuses utilisées sur le site.

Constats :

L'exploitant n'a toujours pas transmis sous format informatique les plans du site au Service Départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Écart réglementaire n°2 : le fait de ne pas avoir transmis sous format informatique les plans du site (plan de masse, plan de situation, plan des niveaux et les fiches des matières dangereuses utilisées sur le site) au Service Départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime ne permet pas au service de secours de disposer des informations nécessaires pour intervenir sur le site.

L'inspection propose de mettre en demeure la société Henry Recyclage de respecter les prescriptions de l'article 7.6.5 de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2016, **au plus tard sous un délai d'un mois** en transmettant les plans du site au Service Départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pour prévenir toute intervention sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant a confondu la recherche des PFOA et PFOS issus de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (directive dite IED) et les 3 campagnes de recherches des substances PFAS selon les modalités de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

En effet, l'analyse du 3 février 2025 ne porte que sur 2 paramètres au lieu des 20 paramètres obligatoires dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Pour rappel, l'exploitant était tenu de réaliser la première campagne d'analyse avant le 28 mars 2024.

Écart réglementaire n°3 : le fait de ne pas avoir réalisé les 3 campagnes de mesures sur les 20 substances PFAS obligatoires et AOF sur l'ensemble des points de rejets aqueux de son installation constitue une non-conformité à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure la société Henry Recyclage de respecter les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 en réalisant les 3 campagnes successives **au plus tard sous un délai de 4 mois**. Les résultats commentés de chaque

campagne d'analyse seront transmis par voie électronique, via le portail de télédéclaration GIDAF (conformément à l'arrêté du 28 avril 2014) à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Les mesures devront être faites sous accréditation par un laboratoire agréé pour cela.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Restitution des résultats sur GIDAF
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate l'absence de transmission des résultats dans l'outil GIDAF comme les analyses n'ont pas été réalisées. L'exploitant indique ne pas posséder de compte, ni d'accès à GIDAF et n'a pas connaissance d'un courrier, précisant les étapes à suivre afin d'accéder à l'outil, par voie électronique et/ou postale.</p> <p>Aussi, selon la note d'application de la DGPR du 20 février 2024, pour accéder à l'outil GIDAF, l'exploitant doit se rapprocher du support de l'application en complétant un formulaire de demande de support GIDAF, disponible sur mon AIOT : https://monaiot.developpement-durable.gouv.fr/form/contact, afin d'y demander l'accès.</p> <p><u>Demande n° 7 :</u> l'exploitant doit au plus tard sous un délai d'un mois accéder à l'outil GIDAF via le formulaire de demande afin d'y renseigner les résultats des campagnes de mesures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois